

# Il est temps de finir avec la prévention

DE QUELLE FAÇON PRÉVENIR L'ANALPHABÉTISME ? EN INCITANT LES PARENTS À ADOPTER DES COMPORTEMENTS QUI FACILITENT L'APPRENTISSAGE DE LEURS ENFANTS ? EN INTIMANT À L'ÉCOLE DE CHANGER LES CONTENUS ENSEIGNÉS ET LES BUTS À ATTEINDRE ALORS QU'ELLE REFLÈTE LES VALEURS DE LA CLASSE DIRIGEANTE ? DANS LE BUT DE MODIFIER VÉRITABLEMENT LA SITUATION, PEUT-ÊTRE NOUS FAUT-IL PRENDRE LE MAL PAR LA RACINE, C'EST-À-DIRE RÉVISER NOS PRINCIPES ET NOS CHOIX DE SOCIÉTÉ. RIEN DE MOINS !

**Yanick Descheneaux,**  
formateur, Ludolettre (Saint-Léonard d'Aston)

**Soyons réalistes, exigeons l'impossible.**  
Ernesto «Che» Guevara

Concept à la mode s'il en est un, la prévention, de quelque nature qu'elle soit, est aujourd'hui une pratique d'intervention répandue. Dans presque toutes les sphères de la société, en santé, en environnement ou en éducation, les projets de prévention pullulent et se succèdent souvent au rythme des changements de gouvernement. L'idée derrière la prévention est plus que louable : « vaut mieux prévenir que guérir », comme nous le dit l'adage populaire. Mais pour prévenir, encore faut-il reconnaître les causes réelles d'un problème, avoir la volonté ferme de s'y attaquer et mettre en place les mécanismes permettant de le faire. L'analphabétisme n'échappe pas à cette règle. Si on a longtemps cru (certains le pensent encore d'ailleurs !) qu'il constituait une tare individuelle, on sait aujourd'hui qu'il est engendré et maintenu par des structures politiques, économiques et sociales. Dans ce contexte, on est en droit de se demander si la prévention est possible et, le cas échéant, quelle méthode on doit privilégier.

## La prévention précoce

Parmi tous les moyens de prévention de l'analphabétisme possibles, le plus « populaire » et le plus répandu est sans aucun doute celui de la prévention précoce. Apparue au cours des années 60 aux États-Unis, cette approche semble aujourd'hui faire consensus auprès des différents acteurs sociaux. Le principe en est fort simple : identifions la ou les causes du problème, par exemple la pauvreté pour ce qui est de l'analphabétisme, et tâchons d'y apporter une solution le plus tôt possible. De cette manière, nous éviterons que la situation se perpétue.

Ainsi, dans les programmes de prévention précoce au Québec, un constat de base demeure récurrent: on établit une très forte corrélation entre pauvreté et analphabétisme. Un enfant issu d'un milieu socioéconomique défavorisé court plus de risque de devenir analphabète. On pourrait donc en conclure qu'il faut lutter avec ces familles pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais bien curieusement, pour la plupart des activités de prévention mises de l'avant, la solution est tout autre. Plutôt que de travailler sur la cause identifiée, on insiste pour initier les enfants le plus tôt possible au monde de l'écrit. On semble se dire que s'ils acquièrent des connaissances en lecture et en écriture, ils pourront bien réussir à l'école, terminer leurs études et ainsi sortir de la pauvreté. Disparue, la relation étroite entre pauvreté et analphabétisme! Le contexte socioéconomique reste occulté au profit de l'acquisition de savoir-faire purement techniques. «Dans la littérature traitant des programmes de prévention précoce, les conditions de vie et les enjeux sociopolitiques sont souvent évoqués comme étant des facteurs macrosystémiques additionnels et même considérés comme possédant un poids important, mais ils ne figurent jamais dans les stratégies d'action des programmes<sup>1</sup>». En ce sens, on est en droit de se questionner sur les volontés réelles de la classe dirigeante à concevoir et à mettre en place des programmes de prévention précoce:

enrayer l'analphabétisme ou nous faire croire qu'elle en a l'intention?

Plutôt que de transformer les structures sociales qui engendrent la situation-problème, on s'attaque avec véhémence à ses principales victimes, à ses «maillons faibles» en quelque sorte. On rend coupables les parents de ne pas avoir su transmettre à leurs enfants les habiletés leur permettant de fonctionner dans une société qui, par ailleurs, les stigmatise et les marginalise constamment. On veut donc enseigner des «pratiques parentales positives» aux familles, ce qui laisse entendre que celles qu'elles utilisent sont inadéquates et inefficaces, voire négatives et néfastes. Pire encore, on réduit le rôle du parent à une accumulation de «savoir-faire» (exemple: comment lire une histoire à son enfant) sans se soucier du vécu, des normes et des valeurs de la famille et du milieu auquel elle appartient. Cette ingérence apparaît aussi inappropriée qu'inutile puisque dépourvue de lien avec les réalités des familles.

### La transformation de l'école

Une deuxième optique de prévention de l'analphabétisme consiste à remettre en question le rôle ainsi que les façons de faire de l'école traditionnelle. L'argumentaire est le suivant: plus de 60 ans après la première loi sur l'instruction publique, plus de 40 ans après le rapport Parent<sup>2</sup>, le Québec compte toujours un pourcentage effarant d'analphabètes. Comment est-il possible qu'une personne ayant

fréquenté l'école jusqu'à l'âge de 16 ans ne sache ni lire ni écrire suffisamment pour fonctionner «normalement» avec le code écrit dans son quotidien? Ces 10 années passées à l'école n'auraient donc servi à rien? Les 1 080 jours obligatoires de fréquentation scolaire seraient-ils insuffisants?

**Plutôt que de transformer les structures sociales qui engendrent la situation-problème, on s'attaque avec véhémence à ses principales victimes, à ses «maillons faibles».**

En fait, le problème n'en serait pas un de quantité, mais bien de «qualité». Les caractéristiques de l'école, les valeurs qu'elle transmet, les méthodes d'enseignement qu'elle emploie et même les matières qui y sont montrées ne concernent en rien les milieux populaires. L'école a été conçue pour et par les classes économiques supérieures et, du fait même, véhicule leurs valeurs. Ainsi, plongés dans un univers n'ayant que peu de similitudes avec celui dont ils sont issus, les jeunes des milieux défavorisés seraient plus susceptibles de connaître l'échec ou de décrocher. En outre, l'école vise à perpétuer le système politique et économique en place, et à assurer sa pérennité. L'institution scolaire «reproduit les divisions sociales qui séparaient les enfants avant leur entrée à l'école. Sans

1 Camil BOUCHARD. « Intervenir à partir de l'approche écologique: au centre, l'intervenante », *Service social*, vol. 36, nos 2-3, p. 454-477.

2 Le rapport Parent a été publié en 1964 pour rendre compte des résultats de la Commission royale d'enquête sur l'éducation au Québec présidée par Mgr Alphonse-Marie Parent. Ce rapport servit de fondements au renouvellement et à la modernisation du système scolaire québécois. Parmi les recommandations formulées, on note la création des Collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP), des maternelles et des commissions scolaires régionales.

s'en rendre compte, elle dit à chacun qu'il mérite la position sociale qu'il avait déjà en croyant qu'elle a su percevoir et récompenser son don personnel<sup>3</sup>». Enfin, elle permet aux gens provenant de «l'élite» économique d'y demeurer sans pour autant empêcher ceux issus de classes «inférieures» d'y accéder, du moins théoriquement. Sur le plan pratique, maints obstacles viennent les y empêcher, à commencer par les coûts s'y rattachant, particulièrement en ce qui concerne les études supérieures.

Une réforme en profondeur du système scolaire serait, semble-t-il, la solution au problème d'analphabétisme. Or, une telle réforme est-elle possible? Peut-on sensément croire que le système éducatif puisse s'adapter au point de combler le clivage culturel, et conséquemment langagier, qui existe avant même l'entrée à l'école des enfants des classes populaires? Rien n'est moins certain. «La cécité aux inégalités sociales condamne et autorise à expliquer toutes les inégalités, particulièrement en matière de réussite scolaire, comme inégalités naturelles,

inégalités de dons<sup>4</sup>» Cette attitude de négation des différences culturelles est profondément ancrée dans les structures même de la société. Le système éducatif n'étant que le reflet et l'élément de reproduction par excellence de cette dernière, il est illusoire de croire qu'il puisse être transformé au point de ne plus en partager les fondements et les valeurs.

### La transformation sociale

Au regard de ce qu'on vient de voir, on peut s'interroger sur la façon la plus viable de faire de la prévention.

On vit dans un système économique et politique dont les fondements mêmes reposent sur les inégalités. Quoi qu'en dise la Charte des droits et libertés, tous et toutes ne sont pas égaux! On vit dans un pays riche, excessivement riche si on le compare à l'ensemble de la planète, et pourtant, encore aujourd'hui, on compte plus de

4 000 000 de personnes pauvres au Canada<sup>5</sup>. Pourquoi, en tant que société, permet-on que l'écart entre les riches et les pauvres se creuse d'année en année, sans que la classe dirigeante ne daigne lever le petit doigt? Voilà le cœur du problème.

Prévenir l'analphabétisme ne serait-ce pas d'abord et avant tout se soucier des conditions de vie et de l'entière participation des citoyens et des citoyennes aux différentes structures démocratiques? Tant et aussi longtemps que les instances décisionnelles seront occupées par un petit nombre d'individus issus de la classe dominante, il sera impossible d'en arriver à un réel changement. Il faut donc modifier les structures mêmes qui régissent nos vies. On ne doit pas revendiquer seulement une hausse des prestations d'aide sociale, mais aussi le droit pour tous et toutes à un travail et à un revenu décent, sans égard au niveau de

Peut-on sensément croire que le système éducatif puisse s'adapter au point de combler le clivage culturel, et conséquemment langagier, qui existe avant même l'entrée à l'école des enfants des classes populaires?



3 Mélanie BÉDARD. *La famille et l'école : entre le particulier et l'universel. Les conceptions de Condorcet, Hegel, Durkheim, Parsons, Bourdieu et Passeron*, thèse de maîtrise, Université Laval, 2003.

4 Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON. *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1985, p. 103.

5 Rapport du conseil national du bien-être social, *Profil de la pauvreté 2001*, automne 2004, p. 19.

**Prévenir l'analphabétisme ne serait-ce pas d'abord et avant tout se soucier des conditions de vie et de l'entière participation des citoyens et des citoyennes aux différentes structures démocratiques ?**

scolarité. On ne doit pas uniquement réclamer les photos des candidats et des candidates sur les bulletins de vote, mais également une démocratie plus ouverte, plus souple et plus participative. On ne doit pas seulement réclamer le droit pour tous et toutes d'être alphabétisés, mais aussi le droit pour tous et toutes d'être considérés comme des citoyens et des citoyennes, et de s'épanouir. Lorsque chacun et chacune aura réellement droit de cité, alors peut-être pourra-t-on dire adieu à l'analphabétisme et à ses effets pervers.

On l'a dit précédemment: prévenir, c'est anticiper. Et pour anticiper, il faut savoir. Savoir ce qui engendre et maintient une situation inacceptable. Dans le cas de l'analphabétisme, la classe dirigeante devrait être pointée du doigt, tant pour ce qu'elle a fait que pour ce qu'elle n'a pas fait. Or, paradoxalement, on s'attend non seulement à ce qu'elle apporte une réponse à un problème qu'elle a créé de toutes pièces, mais aussi qu'elle tente de le prévenir. Depuis quand demande-t-on à l'assassin de résoudre le crime? Sans une forte pression populaire, la classe dirigeante n'a que peu d'intérêt à s'attaquer à l'analphabétisme. «La question de l'illettrisme est fréquemment soulevée au moment de difficultés économiques conjoncturelles. En période de croissance, le débat reste marginal; tous les pays n'envoient pas l'illettrisme comme un problème important pour leur économie<sup>6</sup>.» Si l'analphabétisme n'est

pas un problème pour l'économie, il n'est pas un problème pour les décideurs politiques. Voilà d'ailleurs un autre lieu de lutte: mettre fin à la relation incestueuse entre le monde économique et le monde politique!

**Sans une forte pression populaire, la classe dirigeante n'a que peu d'intérêt à s'attaquer à l'analphabétisme.**

### L'alphabétisation populaire

Quel est le rôle des groupes d'alphabétisation populaire dans tout cela? N'est-il pas d'apprendre à lire et à écrire aux personnes analphabètes? Bien sûr! Ces personnes acquièrent alors de nouvelles capacités et possèdent plus d'outils pour agir en citoyens ou en citoyennes avisés. Mais il y a plus. On doit considérer qu'on appartient à un mouvement de transformation sociale. La spécificité de notre pensée et de notre action en fait foi. Si on veut réellement prévenir l'analphabétisme, il faut changer la société. On doit bien évidemment continuer «l'enseignement» de la lecture et de l'écriture, mais aussi se joindre au mouvement, plus large celui-là, de citoyens, de citoyennes et d'organisations qui dénoncent la façon dont notre société fonctionne. De ce mouvement visant à construire une société plus juste, équitable, libre et vraiment démocratique, on fait déjà partie. Peut-être devrait-on seulement en prendre conscience et reconnaître qu'alphabétiser, c'est d'abord transformer.



6 Anne-Marie CHARTIER. «Approche historique de l'illettrisme», *Les rencontres de la DESCO. Prévenir l'illettrisme dès l'école: pourquoi? comment?*, édition ministère de l'Éducation, 23 mai 2003, p. 9-14.